Déclaration liminaire de FO DGFIP CTL du 26 juin 2017

Monsieur le Président,

Force Ouvrière tient à faire cette déclaration liminaire pour marquer notre inquiétude.

Notre fédération des fonctionnaires a rencontré le 24 mai le Ministre de l'Action et des Comptes publics, monsieur Darmanin. Les 70 000 suppressions d'emplois pour la seule fonction publique d'Etat, le gel de la valeur du point d'indice pour l'année à venir, le rétablissement de la journée de carence, sont hélas confirmés.

Concernant les retraites, le ministre n'a pas été en mesure de répondre aux interrogations de FO sur le maintien du calcul sur les six derniers mois argumentant que cette réforme systémique se tiendrait d'abord au niveau de l'Elysée et Matignon.

FO dénonce cette logique de destruction des services publics, conséquence des réformes successives mises en place ces dernières années (RGPP, MAP, RéATE).

FO DGFIP rappelle son opposition ferme et résolue à la loi NOTRé qui éloigne toujours plus le service public de l'usager en créant des nouvelles intercommunalités d'au moins 15 000 habitants, accroissant aussi le phénomène de désertification en milieu rural comme dans notre département.

Pour FO DGFIP les missions de la DGFIP doivent se réaliser au plus près des administrés dans des postes et services de la DGFIP et non pas dans des structures déconnectées « fourre-tout » comme les maisons de service au public.

Sommes nous loin de l'ordre du jour de ce CTL ?

Par exemple, pour le service des domaines engagé dans un processus de régionalisation engendrant une nouvelle perte de missions pour notre département. Un pôle de gestion domaniale (PGD) du 05 sera créé à la DRFIP13, la mission évaluation sera faite pour le 05 par le PED (pôle d'évaluation domaniale) du 84.

La permanence de géomètres à Embrun passera de 4 journées par semaine à une seule.

Il manque sur le département 18 emplois pour combler toutes les absences y compris temps partiel (hors congés). C'est vous-même qui donnez ces chiffres (255,13 emplois disponibles pour 273 emplois implantés).

Comme vous indiquez les différentes restructurations de 2016: fermeture de la trésorerie de Château Ville-Vieille, transfert de l'impôt des trésoreries de l'Argentière et Monétier-les-Bains au SIP-SIE de Briançon, trésorerie sans caisse à Monétier et Saint Jean etc.

FO condamne cette politique de restructurations en suppressions de postes et services, de regroupements de missions qui abandonne le principe d'égalité de traitement de tous les citoyens sur l'ensemble du territoire.

Les agents essuient le mécontentement légitime de leurs concitoyens et se sentent abandonnés par leur administration.

Trop c'est trop ! STOP aux suppressions d'emplois, stop aux restructurations incessantes.